



2021/0227(BUD)

7.9.2021

AVIS

de la commission des affaires constitutionnelles

à l'intention de la commission des budgets

sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2022 -
Introduction générale - Total des dépenses - État général des recettes - État des
recettes et des dépenses par section
(2021/0227(BUD))

Rapporteur pour avis: Antonio Tajani

PA_NonLeg

SUGGESTIONS

La commission des affaires constitutionnelles invite la commission des budgets, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu'elle adoptera les suggestions suivantes:

1. se félicite de la proposition du projet de budget pour l'exercice 2022 d'augmenter de 18 % les crédits d'engagement et de 104 % les crédits de paiement de la ligne budgétaire «promotion de l'engagement des citoyens et de leur participation à la vie démocratique de l'Union» par rapport au budget pour l'exercice 2021; rappelle que, comme le prévoit l'article 10, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, la participation à la vie démocratique de l'Union est un droit fondamental des citoyens de l'Union; estime donc qu'une augmentation supplémentaire est nécessaire afin de garantir, entre autres, que le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» dispose de moyens financiers suffisants et que l'initiative citoyenne européenne bénéficie d'un soutien adéquat, et propose par conséquent une augmentation supplémentaire de 5 % pour cette ligne budgétaire;
2. souligne qu'il importe de veiller à ce que le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» atteigne l'ensemble de l'Union européenne en tenant compte d'une répartition équitable, accessible et géographique des fonds; se félicite, à cet égard, des crédits d'engagement pour le projet pilote BELE - Construire l'Europe avec des entités locales et de sa mise en œuvre, qui constitue un moyen de renforcer la participation de villes et de villages autres que les capitales des États membres à la vie démocratique de l'Union; demande que des crédits supplémentaires spécifiques soient alloués pour accroître la visibilité et l'impact de la conférence sur l'avenir de l'Europe par la mise en place, en collaboration avec le Parlement européen, d'initiatives plus nombreuses et mieux structurées dans toute l'Europe et au sein des États membres, conformément à la position du Parlement;
3. souligne l'importance du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté européenne et demande une ligne budgétaire consacrée à des programmes modèles facultatifs d'enseignement primaire et secondaire dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté européenne et mondiale;
4. exprime son désaccord avec la proposition du Conseil de réduire de 3,6 % le montant prévu pour la rubrique «Représentations de la Commission» dans le projet de budget pour l'exercice 2022; propose d'augmenter de 5 % le montant de cette ligne budgétaire par rapport à la proposition faite par la Commission dans le projet de budget pour l'exercice 2022 et estime que cette augmentation est nécessaire pour promouvoir et dynamiser les échanges avec les citoyens des États membres en ce qui concerne les questions européennes, y compris les échanges à distance ou partiellement à distance, et pour organiser des événements dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe ainsi pour que développer des activités de communication pour lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation; estime que, à cet égard, le Parlement devrait également s'assurer que ses bureaux de liaison disposent des ressources appropriées;
5. juge insuffisantes les propositions d'augmentation de 0,9 % en crédits d'engagement et de 3 % en crédits de paiement pour les «services de communication pour les citoyens», par rapport au budget pour l'exercice 2021; s'oppose donc à la volonté du Conseil de

réduire de 3,1 % le montant prévu pour cette ligne budgétaire; souligne que les «services de communication pour les citoyens» doivent être à la pointe de la technologie, afin de nouer un dialogue avec les citoyens de l'Union par différents moyens de communication et d'améliorer de manière significative la visibilité des politiques de l'Union; propose donc d'augmenter de 5 % le montant prévu dans le projet de budget pour l'exercice 2022 pour les «services de communication pour les citoyens», notamment en vue de financer des activités de sensibilisation et d'information sur l'initiative citoyenne européenne, en coopération avec les représentations de la Commission et les centres d'information Europe Direct dans les États membres; souligne qu'il importe d'associer les petites ONG, les collectivités locales et les parties prenantes aux stratégies et actions de communication; demande que les contenus soient disponibles dans toutes les langues de l'Union et qu'ils soient accessibles aux citoyens de l'Union qui habitent un État membre autre que leur pays d'origine;

6. demande le financement d'une stratégie et d'une initiative spécifiques en matière de citoyenneté et d'éducation civique; demande la création, dans le cadre du budget de l'Union pour l'exercice 2022, d'une nouvelle agence axée sur la citoyenneté et l'éducation civique;
7. demande instamment à la commission des budgets d'intégrer les augmentations susmentionnées dans sa proposition, car elles visent à produire des résultats concrets et à assurer une communication de qualité avec les citoyens.

**INFORMATIONS SUR L'ADOPTION
PAR LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS**

Date de l'adoption	2.9.2021
Résultat du vote final	+ : 22 - : 4 0 : 0
Membres présents au moment du vote final	Gerolf Annemans, Gabriele Bischoff, Damian Boeselager, Geert Bourgeois, Fabio Massimo Castaldo, Leila Chaibi, Gwendoline Delbos-Corfield, Pascal Durand, Daniel Freund, Charles Goerens, Esteban González Pons, Sandro Gozi, Brice Hortefeux, Paulo Rangel, Antonio Maria Rinaldi, Domènec Ruiz Devesa, Jacek Saryusz-Wolski, Helmut Scholz, Pedro Silva Pereira, Sven Simon, Antonio Tajani, Mihai Tudose, Loránt Vincze, Rainer Wieland
Suppléants présents au moment du vote final	Brando Benifei, Alin Mituța

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

22	+
NI	Fabio Massimo Castaldo
PPE	Esteban González Pons, Brice Hortefeux, Paulo Rangel, Sven Simon, Antonio Tajani, Loránt Vincze, Rainer Wieland
Renew	Pascal Durand, Charles Goerens, Sandro Gozi, Alin Mituța
S&D	Brando Benifei, Gabriele Bischoff, Domènec Ruiz Devesa, Pedro Silva Pereira, Mihai Tudose
The Left	Leila Chaibi, Helmut Scholz
Verts/ALE	Damian Boeselager, Gwendoline Delbos Corfield, Daniel Freund

4	-
ECR	Geert Bourgeois, Jacek Saryusz Wolski
ID	Gerolf Annemans, Antonio Maria Rinaldi

0	0

Légende des signes utilisés:

- + : pour
- : contre
- 0 : abstention